**Déclaration Liminaire**

**Mesdames et messieurs de la presse**

|  |
| --- |
| J |

e voudrais au nom de la coordination nationale de la Coalition Nationale de lutte Contre la vie chère, la Corruption, la Fraude, l’Impunité et pour les Liberté (CCVC), vous remercier d’avoir répondu présent à notre invitation à la présente conférence de presse dont l’objet porte encore une fois sur les préoccupations légitimes des populations.

**Mesdames, messieurs les journalistes**

Ainsi que nous le savons tous, le 11 octobre 2015, auront lieu des élections couplées présidentielles et législatives. Ces élections marqueront la fin de la transition politique instaurée aux lendemains de l’insurrection héroïque de notre peuple les 30 et 31 octobre 2014. La fin de cette période politique suscite des interrogations légitimes au sein des populations, en lien avec les attentes pressantes qui ont conduit notre peuple à s’insurger. Pour la CCVC qui a toujours porté les préoccupations de nos populations, cette interrogation doit être objectivée en rapport avec sa plateforme d’action. Cette plateforme a été adressée au gouvernement de transition et a fait l’objet d’une journée nationale d’interpellation le 08 avril 2015.

Appréciant l’état de cette plateforme centrée essentiellement autour des questions de l’impunité des crimes économiques et de sang, de la vie chère et des libertés, la Coordination nationale fait le triste constat que pour l’essentiel, la Transition n’est pas arrivée à étancher la soif des populations. Avec les 12 mois qui lui étaient accordées, les populations étaient en droit d’attendre de la Transition « *un vrai nettoyage* » de la vie publique en portant un coup à l’impunité des crimes économiques et de sang et une amélioration de leurs conditions d’existence. Hélas, la Transition est restée vague et hésitante sur les questions de l’impunité et de la vie chère.

A ce jour en effet, l’essentiel des dossiers pendants à l’arrivée de la Transition (Thomas SANKARA, Norbert ZONGO, Boukary DABO etc.) demeurent pendants à quelques semaines de son départ. Sur la question des martyrs de l’insurrection, pour ne citer que cet exemple, le gouvernement de transition n’a pu organiser qu’une journée d’hommage aux Martyrs.  Là aussi, ce n’est qu’à la veille de la fin de son mandat qu’il décide de l’installation d’une commission d’enquête. Les délinquants à col blanc qui ont mis à sac les ressources de notre pays continuent de se la couler douce. L’issu du procès GUIRO est plus qu’édifiant ! Sur les questions sociales, suite à la forte pression des populations à travers la CCVC, le gouvernement n’a concédé qu’une timide diminution de 50F CFA sur le prix des hydrocarbures. Après avoir criminalisé les luttes des travailleurs et proféré des menaces contre eux, la Transition a dû fléchir et s’engage à revoir les prix des hydrocarbures à la baisse suite à la rencontre gouvernement-syndicats. Reste cependant que les produits de première nécessité (riz, maïs, huile, sucre…) demeurent inaccessibles à la grande masse des populations. La faillite de l’école et de la santé, ainsi que la crise du logement et de l’énergie restent sans solution.

**Mesdames, messieurs les journalistes**

C’est dans de telles conditions que la Transition fera place à de nouvelles institutions à l’issue des prochaines élections couplées annoncées pour le 11 octobre 2015. En sus des préoccupations ci-dessus évoquées, ces nouvelles institutions devront nécessairement aborder l’épineuse question de l’installation de forces militaires étrangères dans notre pays, notamment française et américaine.

**Mesdames, messieurs les journalistes**

Au regard de cette situation et analysant le contexte national dans son ensemble qui sera marquée dans les jours à venir par la campagne électorale avec des promesses électoralistes de part et d’autre, la Coordination nationale de la CCVC réuni le 02 septembre 2015, a décidé de l’organisation sur toute l’étendue du territoire national, d’une vaste campagne nationale afin d’interpeller le gouvernement de transition sur son bilan politique et social, mais également les différents prétendants au pouvoir d’Etat sur les attentes des populations en matière de lutte contre l’impunité, de droits socio-économiques et de libertés.

 La campagne se déroulera du **15 septembre au 03 octobre 2015** autour du thème suivant : ***« Contre l’impunité et la vie chère, pour les droits économiques et sociaux, pour les libertés et l’indépendance nationale ! »*** Elle comportera différents types d’activités de sensibilisation et d’interpellation : conférences de presse, déclarations, émissions radio-télé, conférences publiques, Assemblées générales, thé et vidéos-débats etc.

Plus spécifiquement, la CCVC adressera dans la semaine en cours une adresse aux candidats en compétition pour les législatives et la présidentielle. La campagne sera couronnée par une journée nationale citoyenne d’interpellation le samedi 3 octobre 2015 sur toute l’étendue du territoire national.

La coordination nationale de la CCVC appelle ainsi ses militants et sympathisants, les travailleurs du public et du privé, les commerçants, paysans, artisans, jeunes du secteur informel, sans emploi, élèves et étudiants, les populations des villes et des campagnes, à se mobiliser massivement pour faire de cette campagne un succès en vue de la prise en compte de leurs préoccupations et attentes légitimes.

Je vous remercie.

                                                                                              Ouagadougou, le 15 septembre 2015

Pour la Coordination Nationale

Le 1er Vice-Président